

ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. UN JOURNALISTE VICTIME D'UNE DISPARITION FORCÉE

Le 7 avril 2020, Ibraimo Abú Mbaruco, journaliste à la radio locale Palma Community Radio, n'est pas rentré chez lui à Palma, dans le nord du Mozambique, après le travail. Sa famille et ses collègues craignent qu'il ne soit détenu de manière arbitraire aux mains de l'armée. Des militaires ont en effet abordé Ibraimo Abú Mbaruco alors qu'il rentrait chez lui, après avoir quitté la radio. Personne ne l'a revu depuis et on ignore toujours où il se trouve.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre Helena Mateus Kida

Honourable Minister of Justice, Constitutional and Religious Affairs

Av. Julius Nyerere, 33

Maputo

Mozambique

Courriel : mjcr@mjcr.gov.mz et vilanchic@yahoo.com.br

Madame la Ministre,

D'après des informations locales, le 7 avril 2020, Ibraimo Abú Mbaruco, journaliste d'une radio locale, Palma Community Radio, a été arrêté de manière arbitraire par des forces militaires dans le district de Palma, dans la province de Cabo Delgado. Ibraimo Abú Mbaruco rentrait chez lui à moto, depuis son travail, vers 18 heures, lorsque des militaires l'auraient abordé. Avant d'être embarqué, il a eu le temps d'envoyer un texto à un collègue, dans lequel il disait : « Appelle-moi, je suis importuné par des militaires. » Personne ne l'a revu depuis et on ignore toujours où il se trouve.

Le lendemain, des proches et des collègues d'Ibraimo Abú Mbaruco se sont rendus à la caserne de Palma, où des soldats leur ont dit d'aller le chercher au poste de police. Ses proches et ses collègues ont porté plainte concernant sa disparition forcée auprès de l'administration du district de Palma et du commandant de district de la Police de la République du Mozambique (PRM). Ils n'ont pas encore reçu de réponse de la part des autorités. Le 14 avril, sa famille a déposé une requête auprès du parquet provincial de Cabo Delgado demandant au pouvoir judiciaire de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la libération d'Ibraimo Abú Mbaruco.

À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment de :

- mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, impartiale et efficace, sur la disparition du journaliste Ibraimo Abú Mbaruco afin de déterminer le lieu où il se trouve, en tenant sa famille dûment informée de manière continue, et s'il se trouve en détention, de garantir sa libération immédiate en toute sécurité ;
- mettre fin à la pratique des disparitions forcées, et veiller à ce que chaque personne arrêtée soit dûment enregistrée et jouisse de la protection de la loi ;
- faire en sorte que les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient pleinement respectés, protégés, promus et réalisés, et que les journalistes puissent faire leur travail librement sans craindre d'être attaqués, intimidés, harcelés ou censurés.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La situation est très préoccupante dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. Depuis octobre 2017, les districts du nord de cette province sont le théâtre d'attaques armées menées par des membres présumés d'un groupe extrémiste, connu sous le nom d'« Al Shabab ». Les assaillants envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Bien que le gouvernement ait renforcé sa présence militaire dans la région, sa réponse demeure inadéquate. Des civils soupçonnés d'être des extrémistes et des journalistes couvrant les attaques ont été soumis à des mesures d'intimidation, à des arrestations et détentions arbitraires, à des actes de torture et d'autres mauvais traitements, et même à des exécutions sommaires.

Les violentes attaques qui se déroulent dans les districts du nord de la province de Cabo Delgado, qui ont fait jusqu'à présent des centaines de victimes, constituent de terribles violations des droits humains, tout en favorisant un environnement propice à de nouvelles violations et exactions. Les auteurs non identifiés de ces actes, dont les revendications politiques ne sont pas énoncées, attaquent des villages ruraux, décapitent les habitants, pillent les réserves et brûlent les habitations. Amnesty International a reçu des informations inquiétantes faisant état d'atteintes aux droits humains commises par ceux qui sont chargés de protéger les populations – la police et l'armée.

Le 23 janvier 2019, Andre Hanekom, un homme d'affaires sud-africain, est mort dans des circonstances mystérieuses alors qu'il se trouvait aux mains de la police, après avoir été blessé par balle au bras et à l'abdomen. Il avait été enlevé par quatre individus masqués, armés de fusils AK-47, dans le district de Palma, le 1^{er} août 2018. Une série d'événements impliquant les forces de sécurité, la justice et les services de santé ont abouti à son décès. Les autorités du Mozambique n'ont pas enquêté sur ses allégations de torture ni sur sa mort.

Par ailleurs, Amnesty International a été informée de ce que le gouvernement interdit aux médias de couvrir la situation politique et sociale dans ces districts, en violation du droit des citoyens d'avoir accès à l'information. En outre, les journalistes et les chercheurs sont harcelés, intimidés, arrêtés et détenus parce qu'ils couvrent le conflit dans la province de Cabo Delgado, en violation du droit à la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

Le 17 décembre 2018, le journaliste d'investigation Estacio Valoi et le chercheur d'Amnesty International David Matsinhe, ainsi que leur chauffeur, ont été arrêtés de manière arbitraire par des militaires, alors qu'ils menaient des recherches sur les communautés attaquées par un groupe extrémiste connu sous le nom d'« Al Shabab ». Les militaires les ont arrêtés à un barrage routier dans le district de Mocimboa da Praia et les ont détenus au secret dans un centre de détention secret. Ils ont été relâchés le 19 décembre, sans inculpation. Toutefois, l'armée a saisi leurs équipements – téléphones, ordinateurs, appareils photos et accessoires correspondants.

Amade Abubacar, journaliste pour une radio locale, a été arrêté arbitrairement le 5 janvier 2019 par des policiers dans le district de Macomia, alors qu'il interviewait des civils déplacés à l'intérieur du pays, qui avaient fui leur foyer en raison de l'intensification des attaques violentes perpétrées dans le nord de Cabo Delgado. Le jour même, la police l'a remis aux mains de l'armée, dans le district de Mueda, où il a été maintenu en détention au secret durant 12 jours et aurait subi actes de torture et mauvais traitements. Amade Abubacar a été maintenu en détention provisoire pendant plus de 90 jours avant d'être inculpé officiellement. Durant sa détention provisoire à la prison de Mizeze, à Pemba, les autorités pénitentiaires ont refusé que sa famille lui rende visite.

Le 18 février 2019, les forces de sécurité ont arrêté et détenu au secret Germano Adriano, un collègue d'Amade Abubacar, dans la prison de Mizeze, à 20 km de la ville de Pemba. Le 23 avril, Amade et Germano ont bénéficié d'une libération provisoire et font actuellement l'objet d'une enquête pour « incitation à la désobéissance publique » en utilisant des « médias électroniques » et « outrage à des agents de la force publique ».

Amnesty International a également appris qu'après l'arrestation de Germano Adriano, le gouverneur de Cabo Delgado a menacé les journalistes : lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Pemba, il leur a dit que la situation dans la province ne se résumait pas à l'extrémisme violent et les a mis en garde contre de graves conséquences s'ils continuaient de faire des reportages sur l'extrémisme violent.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : portugais, anglais. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : [27 mai 2020]

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Ibraimo Abú Mbaruco (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A